

# Notice des travaux

Simon Persico

Professeur de science politique, Sciences Po Grenoble – UGA, Pacte

Candidat à la direction de Sciences Po Grenoble – UGA

simon.persico@iepg.fr

## Sommaire

<b>SOMMAIRE</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>1. LA STRUCTURATION DE NOUVEAUX CONFLITS DANS LES DEMOCRATIES OCCIDENTALES</b>	<b>3</b>
1.1. LE CLIVAGE ENTRE ÉCOLOGISME ET PRODUCTIVISME	4
1.2. LE CONFLIT ENTRE GAGNANTS ET PERDANTS DE LA MONDIALISATION	6
<b>2. LA TRANSFORMATION DE LA COMPETITION PARTISANE</b>	<b>7</b>
2.1. LE DEVELOPPEMENT DES PARTIS ECOLOGISTES	7
2.2. LES GRANDS PARTIS DE GOUVERNEMENT FACE A L'ÉCOLOGIE	9
2.3. L'EUROPEANISATION DE LA COMPETITION PARTISANE	12
<b>3. L'INFLUENCE DES PARTIS SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES</b>	<b>13</b>
3.1. LE LIEN ENTRE LES PROGRAMMES ELECTORAUX ET LES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE	13
3.2. LE ROLE DES PARTIS DANS LES MECANISMES DE DECISION	15
<b>4. LA PLUS-VALUE DES METHODES MIXTES COMPARATIVES ET DES COLLECTIFS DE RECHERCHE</b>	<b>17</b>
4.1. LE CHOIX DE LA COMPARAISON ET DES METHODES MIXTES	17
4.2. UNE PROFONDE INSERTION DANS DES COLLECTIFS DE RECHERCHE	18
4.3. ANIMATIONS ET VALORISATION DE LA RECHERCHE	19
<b>CONCLUSION</b>	<b>20</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>22</b>

## Introduction

Avant de revenir plus en détail sur mon activité de recherche, qui constitue le cœur de cette notice sur travaux, je voudrais profiter de cette introduction pour dresser un rapide bilan de mon activité de Professeur des Universités à Sciences Po Grenoble – UGA dans les deux champs de l'enseignement et de la participation aux tâches collectives d'administration. Ces quelques paragraphes permettent, eux aussi, de compléter la lecture de mon Curriculum Vitae.

Depuis mon arrivée à Sciences Po Grenoble en 2017, mon service d'enseignements (CF, CM, CS et séminaire) a toujours été excédentaire et a toujours inclus plusieurs enseignements en premier cycle. Je suis aussi rapidement intervenu dans plusieurs Parcours de Master de l'IEP (Progis, Communication politique et institutionnelle, Sciences de gouvernement comparées, puis Transitions écologiques). J'y enseigne sur mes domaines de recherche privilégiés (l'évolution des systèmes partisans, les relations entre écologie et politique et les méthodes de recherche en sciences sociales), sur lesquels il existe par ailleurs une demande importante au niveau Master. Je me suis également engagé dans les cours partagés au niveau de l'UGA, notamment via un enseignement transversal commun et la participation aux enseignements et à l'animation de la Graduate School @UGA TERRA. Par ailleurs, dès 2018, j'ai dirigé une thèse aujourd'hui soutenue ; je supervise ou co-supervise actuellement 5 doctorant.es, et j'ai aussi dirigé un doctorat par VAE, une procédure inédite en science politique française.

Par ailleurs, ma carrière à Sciences Po Grenoble a été marquée par de nombreux engagements au service du collectif. Dès février 2018 et jusqu'en mars 2024, j'ai été responsable de l'équipe Gouvernance du laboratoire Pacte, ce qui impliquait un investissement régulier pour administrer le laboratoire et faire vivre une équipe de recherche. Cela a mené à de belles réussites, côté recherche, comme la publication d'un ouvrage collectif intitulé *Sauver l'Europe*, codirigé avec Sabine Saurugger (Persico et Saurugger 2019), la mobilisation d'une grande partie de l'équipe dans un ouvrage et des publications sur la séquence électorale de 2022 (Tiberj et al. 2024), mais aussi côté vie du laboratoire, comme la mise en œuvre d'une démarche avancée de transition écologique ou encore l'élection de la directrice actuelle du laboratoire par un processus d'élection sans candidat.

Je siège aussi à la Commission scientifique de notre établissement, j'ai siégé à la section de science politique du CNU, en tant que suppléant, et j'ai été membre élu du Conseil d'administration de l'UGA, où j'ai pu représenter Sciences Po Grenoble et les sciences sociales. J'ai co-piloté deux groupes de travail pour l'IEP : le premier sur la transformation du concours,

qui a permis d'aboutir au format actuel, plus juste socialement, plus attractif et tout aussi efficace que le format précédent ; le second, avec Florent Gougou, sur la mise en œuvre de l'enquête Virages pour mesurer la prégnance des violences sexistes et sexuelles chez les usagers et personnels de l'établissement. Enfin, j'ai co-dirigé, avec Céline Belot, l'organisation du Congrès de l'Association française de science politique qui a accueilli un millier de congressistes dans nos murs en juillet 2024.

Un dernier dossier a marqué ces sept années de carrière à l'IEP : à partir de septembre 2019, nous avons pensé puis lancé un nouveau parcours de Master avec mes collègues Arnaud Buchs, Florent Gougou et Séverine Louvel : Transitions écologiques. Ce parcours s'est voulu à la fois interdisciplinaire (avec une part importante de sciences naturelles et physiques dans un master de sciences sociales), ancré dans les compétences concrètes (méthodologiques et expertise de terrain) et nourri des connaissances académiques apportées par des chercheur.ses de premier plan. Ce parcours se veut aussi ouvert : il accueille désormais deux promotions d'une cinquantaine d'étudiant.es chacune (1/2 viennent de l'IEP ; 1/4 de l'INP ; 1/4 d'un autre parcours universitaire).

Surtout, en parallèle de ces engagements, j'ai toujours tenté de maintenir une activité de recherche soutenue. Mon parcours de recherche en science politique a cherché à répondre à questions variées, mais s'oriente autour d'une question centrale de la science politique: celle du lien entre la compétition politique (*politics*) et les politiques publiques (*policies*). J'étudie ce lien entre politiques publiques et compétition politique sous trois angles complémentaires : (1) la structuration de nouveaux clivages dans les sociétés occidentales, notamment ceux engendrés par le développement de l'écologie politique ; (2) la transformation de la compétition partisane, de l'opinion publique et des politiques publiques consécutive à ces nouveaux conflits ; (3) l'influence des partis politiques sur les politiques publiques. La plupart de mes travaux s'appuient sur la comparaison et le croisement des méthodes quantitatives et qualitatives. Ils s'appuient aussi sur une participation active à des groupes de recherche pluridisciplinaires et une forte implication dans la valorisation des travaux scientifiques.

## **1. La structuration de nouveaux conflits dans les démocraties occidentales**

Si mes travaux initiaux sont centrés sur l'étude de la compétition entre les partis, ce qui m'a mené à de nombreuses publications généralistes au sujet des partis et des systèmes partisans (Haegel et Persico 2024), je considère qu'une telle étude nécessite de réinscrire les

développements électoraux et partisans dans les trajectoires de long terme des démocraties occidentales. Le développement et l'évolution des systèmes politiques – et plus particulièrement des systèmes partisans – répondent en effet à la nécessité d'intégrer les conflits sociaux au champ politique (Lavau 1953; Schattschneider 1960). Clarifier la nature et les caractéristiques des grands conflits qui divisent les sociétés européennes est ainsi une étape nécessaire pour saisir la nature de la compétition entre les partis politiques. Quelles catégories de citoyens sont mobilisées ? Autour de quels principes axiologiques ? Selon quelles modalités d'action ? Répondre à ces questions, c'est mieux comprendre la relation entre les citoyens et le champ politique, deux réalités souvent étudiées de manière séparée. Cette perspective macro-historique, inspirée des travaux de S. M. Lipset et S. Rokkan (1967) sur le développement de clivages, permet de mettre en évidence des évolutions qui échapperaient à l'œil de l'analyste qui se concentrerait exclusivement sur les variations de court-terme de la vie politique. Ainsi, mes travaux permettent de faire la lumière sur deux des grands conflits qui ont restructuré les espaces démocratiques en Occident : le développement d'un nouveau clivage entre Écologie et Productivisme et le clivage lié entre gagnants et perdants de la mondialisation (pour une synthèse sur la question des clivages et des enjeux : Gougou et Persico 2023a).

### ***1.1. Le clivage entre Écologisme et Productivisme***

Dans mon travail doctoral (Persico 2014b) et dans plusieurs autres travaux (Caune, Frisque, et Persico 2023; Gougou et Persico 2019c), nous apportons de nombreux éléments empiriques en défense de l'idée selon laquelle ce développement des partis verts est le fruit de la création d'un nouveau clivage entre Écologie et Productivisme dans les démocraties industrielles. Je mets en évidence les trois composantes du nouveau clivage (Bartolini et Mair 1990) : sa composante idéologique – l'écologie politique –, sa composante sociologique – un mouvement et un groupe sociaux particuliers – et sa composante organisationnelle – les partis verts et la transformation de certaines familles de parti.

Premièrement, la révolution productiviste, fondée sur le développement technologique et la consommation des ressources naturelles, a bouleversé les structures des économies, les modes de vie, et le rapport des sociétés au risque (Beck 1992; Rosa 2010). Ces transformations, portées par l'ensemble des élites économiques et politiques, ne sont pas restées sans effet sur l'environnement : la période a été marquée par la multiplication des catastrophes environnementales et l'apparition de nombreux problèmes écologiques (Bonneuil et Fressoz

2013). Ces deux phénomènes – révolution productiviste et avènement de la crise écologique – sont de nature à constituer une « rupture critique » au sens de Lipset et Rokkan.

Il en a résulté la création d'un front d'opposition au productivisme qui s'est matérialisé dans le développement d'une idéologie alternative aux grands courants de pensées – socialisme, libéralisme et conservatisme – qui ont accompagné le productivisme (Bourg et Deléage 1996). Le développement de cette idéologie, aussi diverse soit-elle est de nature à constituer l'« élément normatif » du clivage Écologie/Productivisme, c'est-à-dire « l'ensemble des valeurs et des croyances qui permettent de développer une identité commune » (Bartolini et Mair 1990, 215).

Enfin, plusieurs éléments permettent de penser que l'opposition au productivisme s'ancre dans la société, ancrage qui pourrait constituer la « base structurelle » du nouveau clivage (Kriesi 1998, 166). Cela se matérialise à la fois dans le déploiement d'un mouvement social particulièrement actif et le renouveau des associations de protection de l'environnement, que j'ai notamment étudiés dans le cadre d'une grande enquête sur le mouvement climat (Alexandre et al. 2021). Cela se constate aussi, même si c'est sans doute l'aspect de la formation du clivage le moins stabilisé, dans la construction d'une communauté sociopolitique verte. Les sondages d'opinion, aussi imprécis et fluctuants soient-ils, n'infirment pas cette hypothèse, comme j'ai pu le montrer dans plusieurs travaux (Gougou et Persico 2019c, 2019a; Persico 2022) : une part significative des citoyens occidentaux partage des valeurs très favorables à l'écologie ; ils partagent aussi des modes de vie et l'exercice de professions dans lesquelles la protection de l'environnement tient une place centrale. Dans le cadre d'une enquête collective sur la relation des Gilets jaunes avec l'écologie (Levain et al. 2022, 2023), nous avons aussi montré qu'une part significative des participants à ce mouvement social inédit adoptait des valeurs et des pratiques qu'on peut rattacher à l'écologie politique. Ces éléments étayent l'hypothèse de la naissance progressive d'une communauté verte.

Or, le déploiement de cette nouvelle idéologie, de ce nouveau mouvement social, et son ancrage dans les sociétés occidentales s'est initialement retrouvé absent de l'arène partisane. C'est pour combler cette absence que se sont développés des partis verts dans la plupart des pays occidentaux. Et c'est une fois cette « division » politisée – entrée dans le champ partisan – que l'on peut parler de clivage. Plus qu'une simple manifestation de valeurs « post-matérialistes » mises en évidence par R. Inglehart (1977, 1990), l'écologie politique représente donc la concrétisation politique d'un conflit social lié aux déséquilibres issus de plusieurs décennies de développement économique intensif.

## ***1.2. Le conflit entre gagnants et perdants de la mondialisation***

Les dynamiques de globalisation et d'europanisation qui se sont intensifiées depuis le début des années 1980 sont également de nature à générer un nouveau conflit dans les sociétés occidentales. En effet, si ces dynamiques ont eu des effets économiques et ont contribué à la désindustrialisation des sociétés occidentales, elles ont aussi eu pour conséquence d'ébranler les constellations nationales (Habermas 2001, 60-61). Plus précisément, de nombreux auteurs font le constat selon lequel l'intégration européenne et l'europanisation entraîneraient une dénationalisation des espaces politiques, tant dans le champ partisan que dans le champ des politiques publiques (Featherstone et Radaelli 2003; Marks et Steenbergen 2004; Kriesi et al. 2008; Hooghe et Marks 2022). Les transferts de souveraineté acceptés par les États membres de l'Union européenne, de l'espace Schengen, et de la zone Euro seraient donc de nature à créer un nouveau conflit entre gagnants et perdants de l'intégration européenne.

Dans plusieurs articles et chapitres (Bouillaud et Persico 2019; Grossman, Guinaudeau, et Persico 2019; Guinaudeau et Persico 2011, 2013, 2014) nous nous sommes concentrés sur cette hypothèse, en travaillant sur les dynamiques de conflictualité liées à la perte de souveraineté. Nous avons notamment montré que ce conflit n'est pas encore de nature à constituer un véritable clivage, au sens rokkanien du terme, et ce pour plusieurs raisons : il est très difficile de singulariser les groupes sociaux qui seraient objectivement perdants de l'europanisation ; la résistance à celle-ci ne produit pas nécessairement de nouvelle alternative partisane ; l'opposition à la construction européenne est largement subsumée par un autre clivage, entre Identité et Cosmopolitisme, qui s'articule pour l'essentiel autour des enjeux liés à l'identité et à l'immigration (Martin 2007). C'est l'effacement des frontières et la diversification ethnique et religieuse des sociétés occidentales liée à l'immigration qui semble prédominer dans le développement des partis d'extrême droite dans la plupart des pays européens (Kriesi et al. 2012).

L'absence de « clivage européen » n'empêche pas les enjeux liés à la construction européenne de transformer durablement le contenu de la compétition entre les partis. À l'instar des enjeux environnementaux, l'inscription durable de ces nouveaux enjeux à l'agenda des démocraties occidentales est de nature à bouleverser l'équilibre du champ politique.

## **2. La transformation de la compétition partisane**

Les nouveaux conflits peuvent transformer la compétition entre les partis de deux manières : en entraînant le développement de nouveaux partis et/ou en obligeant les partis établis à intégrer les enjeux constituant ces nouveaux conflits. J'apporte un soin particulier à étudier, dans mes travaux, les transformations du système partisan français et des rapports de forces électoraux engendrés par l'apparition de nouveaux partis et de nouveaux enjeux (Gougou, Guerra, et Persico 2024; Gougou et Persico 2017). Plusieurs de mes travaux portent aussi sur le développement des partis verts en Europe, mais surtout sur la réaction des partis établis face à l'écologie – c'était le cœur de ma thèse – et à la construction européenne.

### ***2.1. Le développement des partis écologistes***

La constitution du clivage Écologie/Productivisme ne s'est achevée qu'à partir du moment où il fut politisé<sup>1</sup>. Cette politisation fut le résultat du développement de partis verts, positionnés sur le versant « Écologie » du nouveau clivage et soucieux de faire entrer l'environnement dans un espace de la compétition partisane jusqu'ici sourd aux revendications écologistes. Cette politisation a eu un certain succès. Je montre dans plusieurs notamment dans plusieurs travaux que, contrairement à l'idée selon laquelle le développement des partis verts est achevé, la part de l'électorat qui vote pour les partis écologistes dans les pays européens a augmenté de manière graduelle au cours des trente dernières années, mais connaît des hauts et des bas. De quelques voix dans les années 1970, les partis verts d'Europe occidentale obtiennent, en moyenne, près de 7 % des voix aux élections nationales [18, chapitre 2]. Ce développement n'est pas simplement la conséquence d'un vote protestataire : il résulte au contraire d'une coalition de certains groupes d'électeurs qui partagent non seulement un ensemble d'attitudes communes mais aussi plusieurs caractéristiques sociales spécifiques, caractéristiques que j'ai pu mettre en lumière dans plusieurs travaux (Persico 2013, 2014a). Le développement électoral des verts a donc utilisé, tout comme il a accéléré, la formation d'une communauté socio-politique spécifique, qui regroupe des électeurs urbains, éduqués, plutôt jeunes et partageant des valeurs et des professions favorables à la protection de l'environnement. C'est ce qui explique l'augmentation nette des résultats électoraux moyens des partis verts ainsi que de leur poids

---

<sup>1</sup> La politisation des clivages renvoie ici à la transformation de ces lignes de conflit en alternatives partisanes et le franchissement, par les partis politiques ainsi créés, des quatre seuils institutionnels (légitimation, incorporation, représentation, pouvoir exécutif).

dans les institutions (Gougou et Persico 2019b, 2020; Hathaway et Persico 2022; Persico 2014a).

Toutefois, les partis écologistes n'ont pas eu le même succès dans tous les pays (Kitschelt 1989). Leur essor fut largement fonction des structures d'opportunité politiques offertes par les différents systèmes – mode de scrutin, caractéristiques du système partisan, *etc.* Par exemple, les Verts français et le *Green Party* britanniques ne sont pas confrontés aux mêmes difficultés : les premiers ont dû faire face à la contrainte structurelle de la vie politique française, à savoir la bipolarisation en deux blocs sur l'axe gauche droite ; le *Green Party* a lui souffert du mode de scrutin uninominal à un tour qui pénalise très fortement les petits partis. Les réponses et stratégies développées par les deux partis pour faire face à ces défis ont évolué parallèlement. D'un refus initial de s'adapter aux règles imposées par leurs systèmes partisans respectifs – refus de se positionner dans un des deux blocs, pour les Verts, et refus d'adopter une stratégie électorale spécifique au mode de scrutin britannique, pour les *Greens* – les deux partis ont su s'adapter, avec plus ou moins de succès.

En parallèle de la politisation du clivage Écologie/Productivisme, les démocraties d'Europe de l'Ouest ont aussi assisté au développement d'un autre clivage – entre Identité et Cosmopolitisme – fondé sur les enjeux d'identité et d'intégration et politisé par les partis d'extrême droite. Cette politisation combinée des deux nouveaux clivages n'a pas abouti à des transformations identiques des systèmes partisans – il en était allé de même pour les quatre clivages initiaux, politisés à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, et qui avaient créé une constellation de systèmes partisans disparates. Dans certains cas, les nouveaux clivages ont pu restructurer profondément l'espace de la compétition politique, au point de transformer radicalement les rapports de force électoraux et les relations entre les partis, comme ce fut le cas en Allemagne, pour le cas du clivage Écologie/Productivisme, ou en France pour le cas du clivage Identité/Cosmopolitisme. Dans d'autres pays, ils ont pu avoir un impact plus limité *a priori*, parce que les nouveaux partis ne sont pas parvenus à s'imposer face aux autres forces en présence. Le cas de la structuration du clivage Écologie/Productivisme au Royaume-Uni est typique de cette configuration, quand le cas français peut être considéré comme un entre-deux. Or, si des raisons d'ordre institutionnel peuvent être mises en avant pour expliquer cette relative faiblesse, la réaction des grands partis de gouvernement constitue également un facteur déterminant.

Constater l'absence de transformation radicale du système partisan liée au développement des partis verts ne signifie donc pas pour autant que le clivage Écologie/Productivisme n'a pas d'importance. Ainsi, il est tout à fait possible que les enjeux liés à ce nouveau clivage aient été intégrés par les grands partis de gouvernement dans leur compétition pour le pouvoir, afin de juguler le développement des partis verts, d'une part, et de capter des électeurs positionnés sur l'un ou l'autre des versants de ce clivage, d'autre part. C'est la raison pour laquelle j'ai concentré une grande partie de mes recherches sur la réaction des partis établis.

## ***2.2. Les grands partis de gouvernement face à l'écologie***

Les grands partis de gouvernement, qui alternent à la tête des exécutifs nationaux, sont positionnés sur les clivages historiques de la compétition politique, en particulier, le clivage entre Possédants et Travailleurs, qui est dominé par les enjeux liés à la redistribution des fruits de la croissance économique. Depuis le début du XXème siècle, le débat entre ces partis ne porte donc pas sur le bienfondé de la croissance ou ses conséquences sur l'équilibre écologique. Cela explique pourquoi ces partis sont divisés sur l'environnement et pourquoi ils ont intérêt à ce que la vie politique reste structurée par les clivages sur lesquels ils se sont fondés, et non sur le clivage Écologie/Productivisme.

Pour comprendre comment les partis tentent d'empêcher ce nouveau clivage de structurer la compétition partisane, je fais dialoguer, dans plusieurs travaux, la théorie des clivages avec un autre grand cadre d'analyse, celui de la compétition sur enjeux (Downs 1957; Stokes 1992). Ce croisement permet de tisser un lien entre les clivages et les multiples enjeux qui les constituent (Gougou et Persico 2023a). Cela me mène à développer un modèle théorique fondé sur l'analyse de la compétition partisane dans ses trois dimensions : la visibilité générale des enjeux (les partis parlent-ils beaucoup ou peu d'environnement en général ?), la visibilité sectorielle (de quels enjeux environnementaux parlent-ils ?) et la dimension conflictuelle (les partis sont-ils en accord ou en désaccord sur ces enjeux?). Cela me permet également de considérer sérieusement l'hypothèse selon laquelle les organisations partisans ont une forme d'autonomie dans la construction des enjeux de politiques publiques. Je pars donc de l'hypothèse générale selon laquelle la stratégie idéale des grands partis de gouvernement devrait être de neutraliser le nouveau clivage, en refusant d'accorder leur attention aux enjeux qui le constituent, en les cadrant de manière générale et liée aux clivages sur lesquels ils se sont fondés, et en prenant des positions qui n'impliquent pas le conflit avec leurs adversaires.

Je montre que les grands partis de gouvernement s'avèrent, pour l'essentiel, incapables de neutraliser le nouveau clivage. La visibilité de l'environnement dans leurs programmes s'est accrue depuis le début des années 1960. Cette augmentation de la visibilité s'accompagne d'une hausse de la diversité et de la précision des enjeux environnementaux mis en avant. Par ailleurs, les partis étudiés ne réussissent pas à aborder les enjeux environnementaux par le seul prisme des problèmes qui s'inscrivent dans les clivages traditionnels, comme le clivage entre Possédants et Travailleurs. En revanche, les grands partis parviennent à neutraliser le nouveau clivage à l'étape de la prise de position : ils traitent l'environnement en des termes singuliers ou consensuels, ce qui correspond à leur stratégie idéale ; les enjeux sur lesquels un désaccord entre les partis est affiché sont minoritaires ; et lorsqu'il y a conflit, l'opposition se structure la plupart du temps selon des lignes liées aux anciens clivages. Seuls quelques enjeux symboliques, sur lesquels les grands partis ont historiquement des positions hostiles à la protection de l'environnement – comme le nucléaire en France, ou le développement du transport aérien au Royaume-Uni –, incarnent réellement le nouveau clivage.

Toutefois, tous les partis étudiés ne réagissent pas de la même manière. Dans certaines conditions, certains partis accordent une plus faible attention à l'environnement, ou prennent des positions plus hostiles sur les enjeux mis en avant. Quels déterminants expliquent ces différences ? C'est à cette question principale que j'ai tenté de répondre dans ma thèse (2014b) ainsi que dans plusieurs publications (Alexandre, Hathaway, et Persico 2024; Hathaway et Persico 2022; Persico 2015, 2016) qui ont suivi et qui se prolongent encore aujourd'hui dans le cadre d'un projet d'ouvrage qui refait le point sur cette question importante.

Je montre d'abord que certains déterminants n'ont pas l'effet escompté. Ainsi, l'influence des conditions socioéconomiques (le chômage et la croissance) est très limitée, contrairement à l'une des hypothèses classiques dans la littérature, selon laquelle les partis ne s'intéresseraient à l'écologie qu'en période de forte croissance (Dalton 1996). De même, les partis d'opposition ont, pour l'essentiel, le même comportement que les partis au gouvernement. Surtout, et c'est sans doute le résultat le plus contre-intuitif de mes recherches, la menace posée par les partis écologistes a un effet contraire à celui qui était supposé : d'une part, les grands partis n'accordent pas plus d'attention au thème environnemental dans les systèmes proportionnels, dans lesquels les Verts sont plus susceptibles de les concurrencer. Par ailleurs, les partis réagissent aux bons scores électoraux des Verts, non en accroissant la place accordée à l'environnement dans leurs programmes, mais en la diminuant. Plus précisément, l'effet du

score des écologistes sur la visibilité de l'environnement se transforme avec le temps : il est positif au début de la période, mais négatif à partir du début des années 1990. Ce résultat est nuancé dans le cas français où le Parti socialiste a dû amender sa position sur des enjeux environnementaux symboliques, comme le nucléaire, dans l'optique de s'allier avec les écologistes pour accéder au gouvernement. En France, la présence d'un parti vert significatif semble donc accélérer l'intégration du conflit environnemental à l'axe Gauche/Droite.

Enfin, j'ai validé l'influence de plusieurs facteurs. En particulier, les évolutions de l'agenda du problème environnemental dans la société – les mobilisations écologistes et la présence de l'environnement dans les médias – se répercutent sur les stratégies des grands partis. De même, ces stratégies sont influencées par les conditions environnementales, qu'elles soient mesurées par l'empreinte écologique des pays étudiés ou par la survenue de grandes catastrophes environnementales. Les réactions des grands partis sont aussi conditionnées par leur position sur les enjeux classiques de la compétition partisane : même si le clivage Écologie/Productivisme n'est pas encore parfaitement aligné sur l'axe Gauche/Droite, les partis de gauche tendent à accorder une place plus importante au thème environnemental dans leurs programmes, à mettre en avant des enjeux environnementaux plus divers et précis, et à privilégier les positions favorables à l'environnement. Enfin, je montre l'influence déterminante des facteurs internes aux partis. Les fluctuations des leaders, la faiblesse de la délibération collective sur ces questions, la domination du parti dans les institutions, le lien déséquilibré entretenu avec les organisations de la société civile, ou encore la composition sociale du personnel partisan expliquent les réticences des grands partis de gouvernement à écologiser leurs discours.

Cette question des stratégies partisanes vis à vis des enjeux environnementaux est également au cœur d'une recherche collective sur la manière dont la campagne électorale française de 2012 a contrebalancé les conséquences de l'accident de Fukushima dans l'opinion (Brouard et al. 2013b, 2013a). En croisant des données médiatiques et de sondage, nous montrons que les tentatives de recadrage de l'enjeu nucléaire opérées par Nicolas Sarkozy, les membres du gouvernement et les industriels favorables au développement de cette énergie, ont bien fonctionné. La focalisation de ces acteurs et des médias sur les dimensions économiques du nucléaire, dans une période de forte politisation liée à la campagne pour l'élection présidentielle, explique en grande partie le revirement du climat d'opinion constaté à partir d'octobre 2011, dans une direction plus favorable à l'énergie nucléaire.

### ***2.3. L'eupéanisation de la compétition partisane***

La question du lien entre les partis politiques et les enjeux de politiques publiques tisse également la toile de fond de plusieurs travaux, écrits avec Isabelle Guinaudeau (Grossman, Guinaudeau, et Persico 2019; Guinaudeau et Persico 2011, 2013, 2014), consacrés aux conséquences de l'intégration européenne sur la compétition électorale. Dans ces articles, nous remettons en question l'émergence d'un « clivage » européen et mettons en évidence des cadrages et des modes de politisation des questions européennes distincts selon les pays.

À l'aide d'une étude statistique et qualitative des programmes des partis allemands, britanniques et français depuis 1986, nous observons effectivement que la politique européenne est devenue un thème incontournable dans la compétition partisane en Europe : entre les années 1980 et le milieu des années 1990, la visibilité de ce thème dans les programmes a plus que doublé, pour se stabiliser ensuite. Ainsi, l'eupéanisation des programmes politiques semble avoir atteint un seuil depuis l'étape cruciale du Traité de Maastricht et de la naissance de l'Union européenne. Toutefois, cette augmentation n'est ni linéaire, ni homogène. Notre méthodologie consistant à comparer les dynamiques d'attention aux différents enjeux qui incarnent le thème de l'Europe permet de montrer que ce thème a été incorporé de manière différenciée dans les discours partisans. Les partis politiques s'intéressent à une large variété d'enjeux européens et ces enjeux ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre.

La variété des thématiques européennes ne conforte ni l'idée d'un clivage européen transnational, ni celle d'une homogénéisation du contenu des débats politiques des États-membres, mais indique plutôt que les questions européennes sont encore absorbées par les lignes de conflit nationales. En revanche, elle révèle l'existence d'une compétition sur enjeux européens qui voit les partis se saisir des politiques européennes en fonction de considérations électorales. Plusieurs facteurs expliquent ces différences nationales : la dynamique d'eupéanisation des politiques publiques, mais aussi les conditions institutionnelles dans lesquelles se déroulent les débats de politique européenne et la structure du système partisan.

Ces travaux, qui portent sur des enjeux, des périodes, des partis et des pays différents, et qui mobilisent une pluralité de méthodes, permettent de montrer que les positions et les stratégies des grands partis de gouvernement vis à vis des nouveaux enjeux sont essentiellement instables. Et cette instabilité dans les campagnes électorales explique en grande partie les fluctuations parfois surprenantes dans les politiques publiques mises en place par ces partis une fois au pouvoir.

### **3. L'influence des partis sur les politiques publiques**

Les principes théoriques de la démocratie représentative attribuent aux partis politiques un rôle central dans la mise en œuvre des politiques publiques (Manin 1996). Le vote des citoyens, acte démocratique par excellence, passe nécessairement par le filtre des partis politiques, « enfants de la démocratie, du suffrage universel, de la nécessité de recruter et d'organiser les masses » (Weber 1963, 143). Ces partis sont en effet censés sélectionner le personnel politique, élaborer des propositions programmatiques et les mettre en œuvre une fois au pouvoir. En contrepartie, c'est sur la mise en place de politiques publiques que les partis seront jugés. Si les partis politiques échouent à jouer ce rôle essentiel ou s'ils ne se différencient pas les uns des autres dans cette tâche, alors c'est le socle même des régimes politiques modernes qui est mis à mal. Malgré l'importance de cette question, les travaux analysant l'articulation entre partis politiques et politiques publiques sont assez rares et souffrent de la forte division entre spécialistes des politiques publiques – avides de percer la « boîte noire » de l'Etat et heureux de rompre avec une vision simpliste qui ferait « de la *policy* un simple *output* du système politique » (Mény et Thoenig 1989, 21) – et spécialistes des partis et des élections – plus intéressés par la compétition des partis pour le pouvoir que par les conséquences de cette même compétition.

Cette problématique, porteuse d'une hybridation vertueuse, m'intéresse depuis de nombreuses années. J'ai co-écrit dès 2010 la notice du *Dictionnaire des politiques publiques* consacrée aux partis politiques (Coman et Persico 2010), dans laquelle je dresse un état de la littérature sur cette question importante de la science politique, ce que j'ai pu prolongé dans un grand chapitre de synthèse avec Isabelle Guinaudeau (Guinaudeau et Persico 2023). En effet, nous avons continué à creuser cette question par la suite, dans le cadre de projets de recherche collectifs, autour de deux axes : Les partis respectent-ils les programmes électoraux qu'ils soumettent aux électeurs dans les campagnes ? Et quel rôle jouent les partis dans la prise de décision en matière d'action publique ?

#### ***3.1. Le lien entre les programmes électoraux et les politiques mises en œuvre***

Dans un article dans la revue *Gouvernement et Action publique*, nous proposons de renouveler le débat sur l'influence partisane à partir d'une série d'hypothèses sur les conditions de son développement (Persico, Froio, et Guinaudeau 2012). En nous appuyant sur les bases de données constituées par nos soins dans le cadre du *Comparative Agendas Project*, nous confirmons l'inertie de l'agenda législatif, dont les priorités sont très stables au fil du temps. Nous montrons

donc que la relation entre les thèmes électoraux affichés par le parti au pouvoir et l'agenda parlementaire n'est pas systématique. Notre étude met toutefois en évidence une influence modeste des partis, qui est particulièrement élevée en fin de cycle électoral mais aussi, dans le cas des gouvernements de droite, dans l'année qui suit une élection. Nous infirmons également une hypothèse classique de la littérature, en montrant que cette influence ne semble pas significativement altérée en cas d'opposition du Sénat ou en période de cohabitation.

J'ai continué à investir cette question de l'influence partisane sur les politiques publiques dans le cadre du projet ANR PartiPol (Les politiques à l'épreuve des partis, ou vice versa), dirigé par Isabelle Guinaudeau, auquel j'ai participé entre 2014 et 2018 [26]. Dans un contexte politique marqué par des contraintes toujours plus forte (Crouch 2004; Streeck 2014), quel est l'espace disponible pour la formulation et la mise en œuvre d'alternatives politiques ? Un des objectifs de ce projet consistait donc à analyser le degré de congruence entre les projets politiques soumis par les partis au vote des électeurs (les promesses électorales) et les politiques publiques qu'ils adoptent une fois au pouvoir. Cette congruence est restituée en tenant compte de la mise à l'agenda (les thèmes à l'agenda du gouvernement et du parlement sont-ils ceux qui ont été mis en avant au cours de la campagne ?) (Baumgartner et Jones 2005), mais aussi de la substance des propositions et des décisions (est-ce que ce qui est fait correspond bien à ce qui a été promis ?). Un deuxième objectif consiste à identifier les facteurs de variation – autrement dit, les conditions qui favorisent ou défavorisent le respect des promesses électorales. Nous nous intéressons aussi bien aux facteurs institutionnels et politiques qu'aux contraintes économiques, techniques ainsi qu'à la visibilité des enjeux en question dans les médias.

Plusieurs articles issus de cette recherche ont été publiés Un premier article (Brouard et al. 2015), centré sur les dynamiques de mise sur agenda, montre que les partis s'avèrent être des acteurs stratégiques : la probabilité qu'ils influencent l'agenda législatif dépend à la fois de la capacité de l'exécutif à mettre en œuvre ce qu'il a promis, mais aussi des incitations qu'il a à le faire. En effet, les partis tendent à respecter leurs promesses en début et en fin de mandat – c'est à dire quand ils sont le plus fortement incités à le faire pour des raisons électorales. Les partis français tendent également à respecter leurs promesses en matière de politiques réglementaires, qui coûtent peu, alors qu'ils ne tiennent pas leurs engagements sur les politiques distributives et redistributives (Lowi 1972), qui sont plus coûteuses, ce qui s'explique par leur incapacité à faire varier les équilibres budgétaires.

Un autre article (Bouillaud, Guinaudeau, et Persico 2017), rédigé à partir d'une base de données réalisée par nos soins, recensant les promesses électorales des présidents de la République élus (du parti du premier ministre, lorsqu'il y a cohabitation) présente plusieurs résultats marquants. D'abord, dans un contexte marqué par les contraintes de natures diverses, les candidats et les partis continuent à faire des promesses – et ils en font de plus en plus au fil du temps. La majorité d'entre elles est formulée de façon ouverte, afin de se ménager des marges de manœuvre dans la réalisation. Cependant, les promesses qui sont le mieux tenues sont celles qui sont formulées le plus précisément, ce qui soulève des interrogations sur le sens de la causalité entre promesses électorales et politiques publiques. L'analyse qualitative des promesses de Nicolas Sarkozy montre que nombre d'entre elles ont trait à des mesures déjà initiées, voire déjà adoptées. Il semble donc que les politiques publiques en cours d'élaboration influencent les promesses autant que le contraire. Cela permet de compléter les travaux sur les effets de rétroaction déjà mis en évidence par les spécialistes de politiques publiques (Pierson 1993; Baumgartner et Jones 2002). Plusieurs autres articles sont en cours de révision pour mettre en évidence le respect – ou non – des promesses électorales en France.

Le troisième objectif du projet PartiPol, était de dépasser les analyses de niveau macro, pour mieux identifier les mécanismes liant propositions électorales et politiques publiques (discipline partisane dans l'arène parlementaire, expertise, valeurs et identité des représentants, relations avec les groupes d'intérêt...) et en restituant les séquences causales, tout en tenant compte des effets de rétroaction (les promesses électorales sont elles-mêmes revues suite à l'implication du parti dans l'élaboration des politiques publiques).

### ***3.2. Le rôle des partis dans les mécanismes de décision***

Pour évaluer le rôle des partis dans les mécanismes de décision, il est nécessaire de ne pas s'en tenir à une simple analyse générale des liens entre programmes électoraux et agendas des politiques publiques. Il convient au contraire d'étudier avec finesse les relations qui peuvent se tisser entre le champ partisan et le champ de l'action publique. Cela passe d'abord par la focalisation sur des politiques publiques spécifiques. C'est ce que nous avons fait dans le cadre du projet PartiPol en étudiant de près la trajectoire de plusieurs promesses précises, notamment la fermeture de certaines centrales nucléaires (Deront, Evrard, et Persico 2018) et l'ouverture du mariage aux couples homosexuels (Abrial et Persico 2018). Pour ces promesses, qui ont été sélectionnées en fonction des mécanismes mis en lumière dans mes travaux de niveau macro (Guinaudeau et Persico 2018), nous avons mené un terrain d'enquête spécifique, axé sur des

entretiens semi-directifs avec les principales parties prenantes des politiques concernées (hauts-fonctionnaires, responsables partisans, représentants des groupes d'intérêt, *etc.*) et l'analyse de la presse et de la littérature grise..

Nous avons aussi prolongé cette réflexion sur la place des partis politiques dans la prise de décision dans un chapitre d'ouvrage, sur l'évolution des politiques environnementales françaises depuis la crise financière de 2008 (Evrard et Persico 2021). La crise ne représente qu'un facteur, parmi d'autres, des transformations qui marquent la politique environnementale dans la période. Certes, l'environnement a pu servir de variable d'ajustement dans une période de faible croissance, de contractions budgétaires et/ou de hausse du chômage. Toutefois, l'effet de la crise est loin d'être univoque. L'affaiblissement de la priorité donnée à l'environnement s'explique aussi par des raisons propres au système partisan – notamment l'échec de Nicolas Sarkozy à capter une part significative de l'électorat écologiste. Par ailleurs, la crise n'a pas rompu, au contraire, la dynamique de récupération fluctuante de l'environnement, comme l'illustre le sort fait à la fiscalité environnementale : mise en avant en raison de l'une des manifestations de la crise (les contraintes budgétaires), cette fiscalité a été contestée au nom d'une autre dimension (le contexte difficile sur le plan social économique). En somme, la crise accentue ou réactive des dynamiques qui existaient déjà auparavant.

Plus récemment, nous avons appliqué le cadre d'analyse des promesses électorales pour évaluer le respect, par les exécutifs écologistes nouvellement élus, de leurs promesses électorales (Gougou et Persico 2023b). Avec l'aide des étudiants du Master Transitions écologiques, qui ont mené une série d'entretiens, nous croisons le codage exhaustif des programmes, le suivi de la réalisation d'une sélection de promesses dans cinq secteurs de politiques publiques, et des entretiens avec les équipes municipales. Cela permet de tirer de premières leçons sur l'expérience municipale écologiste. Dans la rédaction de leur programme, les mairies vertes ont été ambitieuses sur les enjeux qui leur sont chers et assez peu prudentes, notamment quand on met en perspective leurs programmes aux standards de la compétition politique nationale. Pour autant, dans les secteurs étudiés en détail, la réalisation des promesses est déjà bien engagée, avec des différences limitées entre les secteurs. Notre enquête permet aussi de dégager quelques grands traits de la pratique écologiste du pouvoir : une volonté prononcée de décider collectivement, parfois rattrapée par l'inertie institutionnelle et les réalités matérielles de l'exercice du pouvoir municipal ; un professionnalisme dans l'accomplissement de leur fonction qui joue parfois au détriment de la construction d'un grand récit ; la volonté de déjouer les

cadres classiques de l'action municipale dans la mise en œuvre de leur programme qui se heurte aux limites institutionnelles du pouvoir communal.

#### **4. La plus-value des méthodes mixtes comparatives et des collectifs de recherche**

Au-delà de ces fils rouges thématiques, deux constantes caractérisent ma démarche scientifique : le choix de la comparaison et des méthodes mixtes pour administrer la preuve, ainsi que l'insertion dans des collectifs de recherche.

##### ***4.1. Le choix de la comparaison et des méthodes mixtes***

Mes travaux s'appuient sur des choix empiriques similaires. D'abord, celui de la comparaison. Celle-ci peut être large, comme au début de ma thèse ou dans certains articles portant sur plus de cinquante grands partis de gouvernement, ce qui est rendu possible par l'existence de larges bases de données comparant les programmes électoraux. De même, dans un rapport étudiant l'effet des modes de scrutin sur la satisfaction des citoyens à l'égard du système politique, j'étudie le cas de 45 démocraties (Grossman et Persico 2015). Cette comparaison d'un grand nombre de cas offre l'avantage de la robustesse, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre d'une réflexion « toutes choses égales par ailleurs » ; elle permet également de mettre en évidence des relations entre de grandes variables agrégées, en tenant compte des différences inhérentes entre les démocraties. Cependant, une telle méthode de comparaison limite nécessairement la précision des conclusions, et rend très compliquée le dévoilement des mécanismes à l'œuvre : sans parler des cas où les données sont inexistantes ou trop coûteuses à collecter, les indicateurs sur lesquels porte la comparaison de cas nombreux divers demeurent nécessairement généraux.

C'est la raison pour laquelle mes choix de comparaison peuvent être plus resserrés sur certains partis ou systèmes partisans. C'est le cas dans plusieurs articles et communications citées ci-dessus et dans les autres chapitres empiriques de mon travail doctoral, qui se concentrent sur quatre cas – le PS et l'UMP en France ; les Travailleurs et les Conservateurs au Royaume-Uni – car le degré de détail nécessaire à l'étude des discours et des programmes partisans l'oblige. La sélection des cas obéit le plus souvent à la volonté de comparer des cas similaires, ce qui implique de choisir des situations qui ont beaucoup en commun mais qui diffèrent sur quelques dimensions seulement.

Le second choix méthodologique est celui des méthodes mixtes, c'est à dire l'alliance des méthodes statistiques – à partir de bases de données issues du codage des programmes ou des

agendas gouvernementaux, des résultats électoraux, ou encore des données de sondages – et des méthodes qualitatives – en recoupant des entretiens semi-directifs (avec des responsables partisans et associatifs, des parlementaires, ou des collaborateurs d'élus), l'analyse de la presse et la littérature grise. Je suis convaincu du bienfondé de cette approche croisée de l'administration de la preuve, qui permet de conjuguer différents niveaux d'analyse (micro, meso et macro), d'accumuler les faisceaux de preuve pour confirmer ou invalider les hypothèses de départ, de générer de nouvelles hypothèses et de contrôler la robustesse des résultats. Fort d'une véritable expérience de la collecte et du traitement statistiques, j'ai toujours eu à cœur de continuer à perfectionner mon savoir-faire en la matière. Parallèlement, j'accorde également une grande importance aux méthodes qualitatives, qui sont indispensables si l'on souhaite comprendre les mécanismes causaux derrière les liens de corrélation mis en évidence par les méthodes statistiques. Les méthodes qualitatives sont également fondamentales quand il s'agit d'ouvrir la boîte noire des organisations ou des institutions, ce qui est indispensable pour quiconque veut comprendre le fonctionnement des systèmes politiques.

#### ***4.2. Une profonde insertion dans des collectifs de recherche***

J'ai été activement impliqué dans des projets de recherche collectifs depuis les débuts de ma carrière universitaire. Participer dès 2009 au projet ANR Agendas France, volet français du *Comparative Agendas Project*, dirigé par Emiliano Grossman, fut une véritable opportunité. Cela m'a permis de prendre part à la mise en œuvre concrète de ce projet – les choix concernant la grille de codage, le pilotage du codage des programmes électoraux français depuis 1981, *etc.* – tout en m'insérant dans un réseau de recherche international de premier plan et très dynamique, animé par Frank Baumgartner et Bryan Jones.

Le projet Triélec, qui rassemblait des chercheurs de trois IEP (Bordeaux, Grenoble et Paris) autour de l'étude des élections de 2012, m'a également permis de tisser des liens avec de nombreux chercheurs français et d'approfondir mon expérience de la réalisation des grandes enquêtes électorales – rédaction des questionnaires, sélection de la méthodologie, analyse, *etc.*

Mon travail auprès des projets PartiPol et CREATE était aussi très formateur. J'étais chargé de l'élaboration des protocoles de recherche qualitatifs et quantitatifs, de leur mise en œuvre, de la préparation des premières publications, mais aussi d'aspects logiques et de valorisation, me permettant de mettre mon expertise au service d'objectifs collectifs ambitieux et de m'ouvrir à d'autres disciplines, comme la géographie ou l'urbanisme.

Une fois en poste, j'ai prolongé mon investissement dans de nombreux projets collectifs. Je pense à l'ANR Gilets Jaunes : approches pluridisciplinaires des mobilisations et politisations populaires qui regroupaient plusieurs laboratoires et dans laquelle Pacte était fortement investi. Je participais plus particulièrement aux travaux du *Work Package* sur les Gilets jaunes et problèmes environnementaux : écologies, répertoires d'action, configurations des mobilisations. Entre 2019 et 2023, nous avons aussi mené une grande enquête sur les soutiens des Marches climat, avec Chloé Alexandre, Florent Gougou et Erwan Lecoer. Dans ce projet, j'étais co-concepteur de l'enquête et co-rédacteur des rapports et des working papers (dont certains sont en cours de publication. Enfin entre 2018-2022, j'ai aussi participé au projet Biolorec sur les effets et les limites de l'introduction de produits biologiques et locaux dans la restauration collective, un projet financé par ADEME, et dirigé par Hélène Caune, dans lequel j'ai contribué aux travaux sur la politisation nationale et locale des questions de restauration scolaire (Caune, Frisque, et Persico 2023).

Enfin, je participe lors de chaque élection nationale aux grandes enquêtes électorales, en contribuant à la recherche financement (via Pacte, l'UGA et Sciences Po Grenoble – UGA) à la conception des questionnaires et à leur valorisation scientifique, comme en témoigne la publication de l'ouvrage sur les Citoyens et les partis après les élections de 2022 (Tiberj et al. 2024). Ce travail de coordination porte ses fruits puisque la communauté des électoralistes français est en train de constituer un groupe de recherche pérenne, financé par le CNRS.

Cette implication dans les collectifs de recherche m'a permis d'acquérir une solide expérience de la recherche par projet et du travail collaboratif. Elle m'a aussi offert les conditions idéales pour inscrire ma recherche dans la littérature internationale et m'a permis de découvrir de nouvelles perspectives théoriques ou méthodologiques. Cette dimension collaborative est indispensable de conjuguer les efforts menés par les chercheurs, afin de produire des travaux complets, appuyés sur des données fiables et robustes. Cela est d'autant plus vrai que ma participation à ces nombreux projets collectifs ne m'a pas empêché de travailler sur des objets et des terrains qui me sont propres.

### ***4.3. Animation et valorisation de la recherche***

Mon engagement dans la vie de la recherche se traduit par une participation active à de nombreux collectifs, associations professionnelles et manifestations scientifiques. Outre les projets de recherche cités, j'ai toujours été très impliqué dans la vie de mon laboratoire, à travers

la participation et la discussion lors de multiples séminaires et la prise en charge, depuis le début de mon travail doctoral, l'organisation de plusieurs manifestations scientifiques : la deuxième édition d'une conférence de doctorants européens travaillant sur les partis politiques, qui a réuni plus de 30 participants; une journée d'étude sur la compétition partisane; plusieurs Sections thématiques lors des Congrès de l'AFSP ; un symposium sur les partis et les politiques publiques lors de la dernière. Je suis aussi évaluateur pour plusieurs revues (*French Politics, Gouvernement et Action Publique, West European Politics*) et collabore, en tant qu'expert français, à plusieurs projets internationaux – notamment les enquêtes-experts menées par Gary Marks et les chercheurs de l'Université de Chapel-Hill.

Mon souci de l'utilité sociale de la science politique s'illustre aussi dans mes efforts pour diffuser les résultats de ma recherche auprès d'un plus large public. Cet effort de vulgarisation et de diffusion est aussi passé par la rédaction de plusieurs articles et tribunes dans de nombreuses revues de vulgarisation ou grand public. Dans tous ces travaux, j'utilise des données de première main, comme les résultats d'enquête, des fichiers de résultats électoraux, ou le matériau empirique issu de mes terrains qualitatifs. Il m'est toujours apparu fondamental de conjuguer cette double exigence de rigueur scientifique et de diffusion des résultats de la recherche.

## **Conclusion**

Mes recherches sont guidées par deux principes structurants. Premièrement, on ne peut comprendre le fonctionnement des démocraties contemporaines qu'en étudiant le cycle de délégation et de rétroaction au cœur du gouvernement représentatif. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de concentrer mon attention tout à la fois sur les mobilisations citoyennes et la compétition électorale, mais aussi l'action publique.

Le second principe est une conséquence logique du premier : le franchissement des frontières sous-disciplinaires peut mener à des résultats plus robustes et intéressants. J'essaie ainsi de lutter contre la segmentation dont souffre la science politique – comme les autres sciences sociales – dans mes objets d'études, puisque je m'intéresse à la fois à la « politique des problèmes » – l'objet classique des spécialistes de l'action publique – et à la « politique du public » – le prisme privilégié des sociologues du politique. Je fais aussi cet effort de transgression des frontières en ce qui concerne les méthodes utilisées pour administrer la preuve. Le dialogue entre les littératures de sociologie politique et de politiques publiques est parfois rendu difficile par des

postulats méthodologiques contrastés ; il en va de même du dialogue entre la science politique française, dans laquelle dominant les méthodes qualitatives, et la science politique anglo-saxonne, dans laquelle les méthodes quantitatives, voire les méthodes formelles inspirées de la théorie des jeux, ont acquis une place considérable. Chercher à tisser des liens entre ces différentes manières de faire de la science politique est un tâche ardue, mais nécessaire.

## Bibliographie

- Abrial, Stéphanie, et Simon Persico. 2018. « Les coûts cachés d'une promesse incontournable: L'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe ». *Revue française de science politique* 68(2): 343-64.
- Alexandre, Chloé, Florent Gougou, Erwan Lecoeur, et Simon Persico. 2021. *Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat (Pacte)*. Sciences Po Grenoble ; Pacte - Université Grenoble Alpes. report. <https://shs.hal.science/halshs-03342838>.
- Alexandre, Chloé, Esther Hathaway, et Simon Persico. 2024. « L'écologie partout, les écologistes ailleurs ». In *Citoyens et partis après 2022: éloignement, fragmentation*, éd. Vincent Tiberj, Kevin Brookes, Amaïa Courty, Simon Persico, et Max-Valentin Robert. Paris: PUF, 117-32.
- Bartolini, Stefano, et Peter Mair. 1990. *Identity, Competition and Electoral Availability: the Stabilisation of European Electorates, 1885-1985*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Baumgartner, Frank R., et Bryan D. Jones. 2002. « Positive and Negative Feedback in Politics ». In *Policy Dynamics*, éd. Frank R. Baumgartner et Bryan D. Jones. Chicago: University of Chicago Press, 3-28.
- Baumgartner, Frank R., et Bryan D. Jones. 2005. *The Politics of Attention: How Government Prioritizes Problems*. Chicago: University of Chicago Press.
- Beck, Ulrich. 1992. *Risk Society: Towards a New Modernity*. London: Sage.
- Bonneuil, Christophe, et Jean-Baptiste Fressoz. 2013. *L'Événement Anthropocène: La Terre, l'histoire et nous*. Paris: Seuil.
- Bouillaud, Christophe, Isabelle Guinaudeau, et Simon Persico. 2017. « Parole tenue ? Une étude de la trajectoire des promesses électorales du président Nicolas Sarkozy (2007-2012) ». *Gouvernement et action publique* 6(3): 85-113.
- Bouillaud, Christophe, et Simon Persico. 2019. « Les grands partis de gouvernement peuvent-ils perdre les élections européennes ? » In *Sauver l'Europe ? Citoyens, élections et gouvernance européenne par gros temps*, éd. Sabine Saurugger et Simon Persico. Paris: Dalloz, 103-12.
- Bourg, Dominique, et Jean-Paul Deléage. 1996. *Les scénarios de l'écologie*. Paris: Hachette.
- Brouard, Sylvain, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau, et Simon Persico. 2013a. « Les Français et le nucléaire pendant la campagne présidentielle de 2012 ». In *L'état de l'opinion 2013*, éd. Olivier Duhamel et Lecerf. Paris: Seuil TNS Sofres, 117-34.
- Brouard, Sylvain, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau, et Simon Persico. 2013b. « Un effet de campagne : le déclin de l'opposition des Français au nucléaire en 2011-2012 ». *Revue française de science politique* 63(6): 1051-79.
- Brouard, Sylvain, Emiliano Grossman, Isabelle Guinaudeau, Simon Persico, et Caterina Froio. 2015. « Do Parties Matter for Policymaking? Capacity, Incentives and Partisan Agenda Setting in France ». In Paris.

- Caune, Hélène, Florent Frisque, et Simon Persico. 2023. « La politisation des cantines scolaires en France : visibilité et conflits dans les arènes nationales et locales ». *Lien social et Politiques* (90): 85-109.
- Coman, Ramona, et Simon Persico. 2010. « Politiques publiques et partis politiques ». In *Dictionnaire des politiques publiques*, éd. Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, et Pauline Ravinet. Paris: Presses de Sciences Po, 482-91.
- Crouch, Colin. 2004. *Post-democracy*. Cambridge: Polity.
- Dalton, Russell J. 1996. *Citizen Politics: Public Opinion And Political Parties In Advanced Industrial Democracies*. Chatham: Chatham House Publishers.
- Deront, Eva, Aurélien Evrard, et Simon Persico. 2018. « Tenir une promesse électorale sans la mettre en œuvre. Le cas de la fermeture de Fessenheim ». *Revue française de science politique* 68(2): 265-89.
- Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New-York: Harper.
- Evrard, Aurélien, et Simon Persico. 2021. « Entre relance verte et variable d'ajustement : les effets contradictoires de la Grande Récession sur les politiques environnementales ». In *Les politiques publiques dans la crise. 2008 et ses suites*, éd. Patrick Hassenteufel et Sabine Saurugger. Paris: Presses de Sciences Po, 297-329.
- Featherstone, Kevin, et Claudio Radaelli, éd. 2003. *The Politics of Europeanization*. Oxford: Oxford University Press.
- Gougou, Florent, Tristan Guerra, et Simon Persico. 2024. « Tripartition et tripolarisation : les contours du nouvel ordre électoral ». In *Citoyens et partis après 2022 : éloignement, fragmentation*, éd. Vincent Tiberj, Kevin Brookes, Anja Durovic, Tristan Haute, Romain Mespoulet, Simon Persico, Max-Valentin Robert, et Amaïa Courty. Paris: PUF, 185-202.
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2017. « A new party system in the making? The 2017 French presidential election ». *French Politics* 15(3): 303-21.
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2019a. « Comment agir pour protéger l'environnement ? » In *La France des valeurs*, éd. Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, et Sandrine Astor. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 363-69.
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2019b. « Les Verts doivent encore devenir des concurrents crédibles dans la conquête du pouvoir national ». *Le Monde.fr*. <https://shs.hal.science/halshs-02571636> (30 octobre 2024).
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2019c. « Protéger l'environnement ou défendre la croissance ? » In *La France des valeurs*, éd. Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, et Sandrine Astor. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 356-62.
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2020. *La poussée (inachevée) de EELV : leçons tirées du 1er tour des municipales*. Paris: Fondation de l'Écologie Politique.

- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2023a. « Partis, clivages et enjeux ». In *Partis politiques*, éd. Florence Haegel et Simon Persico. Bruxelles: Bruylant, 713-66. <https://hal.science/hal-04405448> (30 octobre 2024).
- Gougou, Florent, et Simon Persico. 2023b. *Vers un écologisme municipal ? Promesses de campagne et action politique des mairies vertes en France*. Paris: Fondation de l'Écologie Politique.
- Grossman, Emiliano, Isabelle Guinaudeau, et Simon Persico. 2019. « Les partis et l'Europe. Européanisation des programmes ou nationalisation des enjeux européens ? » *Politique européenne* 64(2): 56-85. doi:10.3917/poeu.064.0056.
- Grossman, Emiliano, et Simon Persico. 2015. *Introduire la proportionnelle pour restaurer la confiance en la démocratie ?* Paris: Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques.
- Guinaudeau, Isabelle, et Simon Persico. 2011. « L'UE dans la compétition électorale en Allemagne, en France et au Royaume-Uni (1986-2009): un enjeu consensuel, «propriétal» ou positionnel? » In *L'européanisation de la compétition politique nationale. Adaptations et résistances en perspective comparée*, éd. Mathieu Petithomme. Grenoble, 73-96.
- Guinaudeau, Isabelle, et Simon Persico. 2013. « EU Politicization Through the Lens of Salience. How the EU Enters the French, British and German Electoral Agenda (1986-2009) ». *French Politics* 11(2): 143-68.
- Guinaudeau, Isabelle, et Simon Persico. 2014. « What Is Issue Competition? Conflict, Consensus and Issue Ownership in Party Competition ». *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 24(3): 312-33.
- Guinaudeau, Isabelle, et Simon Persico. 2018. « Tenir promesse. Les conditions de la réalisation des programmes électoraux ». *Revue française de science politique* 68(2): 215-37. doi:10.3917/rfsp.682.0215.
- Guinaudeau, Isabelle, et Simon Persico. 2023. « Partis, promesses et politiques publiques ». In *Partis politiques*, éd. Florence Haegel et Simon Persico. Bruxelles: Bruylant, 767-802. <https://sciencespo.hal.science/hal-04404665> (30 octobre 2024).
- Habermas, Jürgen. 2001. *The Postnational Constellation: Political Essays*. Cambridge: MIT Press.
- Haegel, Florence, et Simon Persico. 2024. *Partis politiques*. Bruylant. [https://www.stradalex.eu/fr/se\\_mono/toc/PARPOL/doc/PARPOL\\_001](https://www.stradalex.eu/fr/se_mono/toc/PARPOL/doc/PARPOL_001) (18 juillet 2024).
- Hathaway, Esther, et Simon Persico. 2022. « Et Pourtant, on En Parle... Un Peu plus. L'environnement Dans La Campagne Présidentielle 2022 ». *The Conversation*. <http://theconversation.com/et-pourtant-on-en-parle-un-peu-plus-lenvironnement-dans-la-campagne-presidentielle-2022-180695> (23 octobre 2022).
- Hooghe, Liesbet, et Gary Marks. 2022. « The Social Roots of the Transnational Cleavage: Education, Occupation, and Sex ». <https://papers.ssrn.com/abstract=4171743> (17 mars 2024).
- Inglehart, Ronald. 1977. *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton: Princeton University Press.

- Inglehart, Ronald. 1990. *Culture Shift*. Princeton: Princeton University Press.
- Kitschelt, Herbert. 1989. *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West Germany*. Ithaca: Cornell University Press.
- Kriesi, Hanspeter. 1998. « The Transformation of Cleavage Politics: The 1997 Stein Rokkan Lecture ». *European Journal of Political Research* 33(2): 165-85.
- Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Martin Dolezal, Marc Helbling, Dominic Höglinger, Swen Hutter, et Bruno Wüest. 2012. *Political Conflict in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschie, et Timotheos Frey. 2008. *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Lavau, Georges. 1953. *Partis politiques et réalités sociales : contribution à une étude réaliste des partis politiques*. Paris: Armand Colin.
- Levain, Alix, Simon Persico, Chloé Alexandre, Christèle Dondeyne, Charif Elalaoui, Magali Della Sudda, Nathan Gaborit, et al. 2022. « Are movements against climate-change policy anti-environmental? Research on the Yellow Vest Movement ». *French Politics* 20(3-4): 550-72.
- Levain, Alix, Simon Persico, Magali Della Sudda, Chloé Alexandre, Christèle Dondeyne, Charif Elalaoui, Lucie Fortun, et al. 2023. « Les Gilets jaunes, anti-écologistes ? Bilan des recherches en sciences sociales sur les rapports à l'environnement des Gilets jaunes ». Notes de la Fondation pour l'écologie politique. doi:10/document.
- Lipset, Seymour Martin, et Stein Rokkan. 1967. *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York: Free Press.
- Lowi, Theodore. 1972. « Four Systems of Policy, Politics and Choice ». *Public Administration Review* 32(4): 298-310.
- Manin, Bernard. 1996. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris: Flammarion.
- Marks, Gary, et Marco Steenbergen. 2004. *European Integration and Political Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Martin, Pierre. 2007. « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? » *Revue internationale de politique comparée* 14(2): 263-80.
- Mény, Yves, et Jean-Claude Thoenig. 1989. *Politiques publiques*. Paris: Presses universitaires de France.
- Persico, Simon. 2013. « Allées et venues dans le champ de la gauche non-socialiste ». In *Les élections de 2012 en perspective*, éd. Vincent Tiberj. Paris: Champ social, 95-100.
- Persico, Simon. 2014a. « Europe Écologie - Les Verts : l'histoire du verre à moitié plein ». In *Les partis politiques en France*, éd. Pascal Delwit. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 87-108.

- Persico, Simon. 2014b. « Un clivage, des enjeux. Une étude comparée de la réaction des grands partis de gouvernement face à l'écologie ». Thèse de Doctorat. Sciences Po.
- Persico, Simon. 2015. « En parler ou pas ? La saillance des enjeux environnementaux dans les programmes des grands partis de l'environnement ». *Revue française de science politique* 65(3): 405-28.
- Persico, Simon. 2016. « “Déclarer qu'on va protéger la planète, ça ne coûte rien”. Les droites françaises et l'écologie (1971-2015) ». *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* 44(2): 157-86.
- Persico, Simon. 2022. « L'écologie dans l'opinion publique française à la veille de l'élection présidentielle de 2022 ». In *Que veulent les Français ? - L'opinion publique dans tous ses états*, éd. Antoine Bristielle. Paris: Éditions de l'Aube, 141-54.
- Persico, Simon, Caterina Froio, et Isabelle Guinaudeau. 2012. « Action publique et partis politiques. L'analyse de l'agenda législatif français entre 1981 et 2009 ». *Gouvernement et Action Publique* 1(1): 11-36.
- Persico, Simon, et Sabine Saurugger, éd. 2019. *Sauver l'Europe ?: citoyens, élections et gouvernance européenne par gros temps*. Paris: Dalloz.
- Pierson, Paul. 1993. « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change ». *World Politics* 45(4): 595-628.
- Rosa, Hartmut. 2010. *Accélération : une critique sociale du temps*. Paris: La Découverte.
- Schattschneider, Elmer E. 1960. *The Semi-Sovereign People. A Realist's View of Democracy in America*. New York: Wadsworth.
- Stokes, Donald E. 1992. « Valence Politics ». In *Electoral Politics*, éd. Dennis Kavanagh. Oxford: Clarendon Press, 141-64.
- Streeck, Wolfgang. 2014. *Buying Time: The Delayed Crisis of Democratic Capitalism*. London: Verso Books.
- Tiberj, Vincent, Kevin Brookes, Amaïa Courty, Anja Durovic, Tristan Haute, Romain Mespoulet, Simon Persico, et Max-Valentin Robert, éd. 2024. *Citoyens et partis après 2022: éloignement, fragmentation*. Paris: PUF.
- Weber, Max. 1963. *Le savant et le politique*. Paris: Plon.